



cress

Chambre Régionale de
l'Économie Sociale et
Solidaire de Midi-Pyrénées

Baromètre conjoncturel de l'ESS Toulouse Métropole

N°1 / OCTOBRE 2014

L'Économie Sociale et Solidaire a connu une croissance remarquable sur le territoire de la Communauté Urbaine de Toulouse Métropole ces dix dernières années, avec 16 % d'établissements employeurs et 26 % d'emplois supplémentaires (+ 6 300 postes). En termes d'emploi, cette progression est supérieure de 4 points à celle de l'économie classique.

Très implantée dans les territoires ruraux, elle n'en reste pas moins une économie qui se nourrit de la vitalité de la métropole régionale ; celle-ci concentre 27 % des effectifs salariés régionaux de l'ESS. Toulouse Métropole a le meilleur indice de satisfaction des entrepreneurs sociaux vis-à-vis du dynamisme économique du territoire, selon le Baromètre BEST 2014. L'ESS participe de ce dynamisme et de l'attractivité du territoire, par le biais de son activité économique, mais également par son offre de services à la population (activités culturelles et sportives, services de santé, crèches, services à la personne, insertion, formation, etc.) qui n'existeraient pas sans elle et qui contribuent au bien-être individuel et collectif.*

La Communauté Urbaine de Toulouse Métropole, qui s'est dotée d'un plan d'actions 2012-2014 « Economie Sociale et Solidaire : 37 actions pour 37 communes », est un des moteurs du développement de l'ESS dans notre région. Sa politique publique d'ESS est constituée de deux axes majeurs : accompagner la création, le développement et la pérennisation des initiatives économiques et solidaires ; animer les dynamiques et l'organisation de cette économie.

Cette politique, associée à celles de l'Etat et de la Région, a permis, doit et devra permettre, en cette période de crise économique, de relancer le développement de l'ESS qui s'est nettement ralenti depuis 2011 sur ce territoire, subissant les effets à retardement d'une crise qui a démarré en 2008. Ce décalage peut s'expliquer par sa résilience, qui s'essouffle au bout de trois ans, et par la baisse des financements publics, particulièrement marquée depuis 2011.

Face au contexte de crise économique et sociale durable, les dirigeants de l'ESS s'interrogent sur l'avenir de leurs entreprises. Les pouvoirs publics ont donc plus que jamais un rôle à jouer en s'engageant auprès de nos acteurs, engagement favorisé par la promulgation historique d'une Loi Economie Sociale et Solidaire le 31 juillet 2014.

Elvire De Almeida-Loubière,
Présidente de la CRESS Midi-Pyrénées

* Baromètre de l'entrepreneuriat social des territoires, CMN Partners.

Un nouvel outil au service des acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire et de leurs partenaires institutionnels

Cette édition 2014 du Baromètre conjoncturel de l'ESS sur Toulouse Métropole, publié pour la première fois par l'Observatoire régional de l'ESS, propose une analyse conjoncturelle de l'Économie Sociale et Solidaire et de ses entreprises (associations, coopératives, mutuelles, fondations) à l'échelle de la Communauté Urbaine. Cette étude porte sur 10 ans (2003-2013) et a été rendue possible par un partenariat régional avec l'URSSAF et un partenariat national (CNCREs) avec la MSA.

La Baromètre conjoncturel est un outil de veille qui vise à appréhender la conjoncture de l'ESS et à évaluer le dynamisme de cette économie socialement innovante sur le territoire. Particulièrement utile en temps de crise économique, il renseigne les acteurs de l'ESS et leurs partenaires institutionnels, attentifs à l'évolution de l'ESS, sur la perte ou le gain d'emplois, la création ou la cessation d'entreprises. Il permet de repérer les dynamiques économiques dans les différents secteurs d'activité et formes d'entreprise de l'ESS qui peuvent rencontrer des difficultés, et d'adapter en conséquence les outils d'observation et de soutien à l'ESS.

Les chiffres clés de l'Économie Sociale et Solidaire sur Toulouse Métropole

3 061 établissements employeurs

30 861 salariés

25 917 ETP

785 millions d'euros de masse salariale brute

11 % des établissements et

8 % des emplois de la métropole

Source : Observatoire régional de l'ESS – CRESS Midi-Pyrénées, d'après Insee Clap 2011.

Retrouvez dans le Baromètre conjoncturel de l'ESS Midi-Pyrénées 2014 des analyses qualitatives issues d'un groupe de travail sur la conjoncture de l'ESS, et les résultats du Baromètre des dirigeants de l'ESS.

Retrouvez dans la Fiche 16 « Economie Sociale et Solidaire » de l'Observation Veille Economie et de l'Emploi Toulouse Métropole (AUAT) les principales données sur l'ESS (poids économique, secteurs d'activité...).

TENDANCES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

L'EMPLOI

Evolution des effectifs salariés dans l'ESS et le privé hors ESS 2003-2013

	2003-2013 (10 ans)			2009-2013 (5 ans)		Evolution annuelle (en %)					2012-2013 (1 an)
	Evolution annuelle moyenne (en %)	Evolution (en %)	Solde net création d'emplois	Evolution (en %)	Solde net création d'emplois	2009	2010	2011	2012	2013	Solde net création d'emplois
ESS	+ 2,4	+ 26,5	+ 6 270	+ 4,5	+ 1 304	+ 4,1	+ 2	+ 0,3	+ 1,1	+ 1,2	+ 347
Privé hors ESS	+ 2	+ 22	+ 52 015	+ 7,8	+ 20 753	- 0,3	+ 0,8	+ 2,9	+ 2,4	+ 1,4	+ 4 107
Total secteur privé	+ 2	+ 22,4	+ 58 285	+ 7,5	+ 22 057	+ 0,1	+ 0,9	+ 2,6	+ 2,3	+ 1,4	+ 4 454

Source : Observatoire régional de l'ESS - CRESS Midi-Pyrénées, d'après Acooss/Urssaf ; Champ : Effectifs salariés moyens annuels, 2003 - 2013.

Sur le territoire de Toulouse Métropole, l'Economie Sociale et Solidaire a créé près de 6 300 emplois en 10 ans. Cela représente environ la moitié du volume d'emplois qu'elle a créés sur la région Midi-Pyrénées sur la même période.

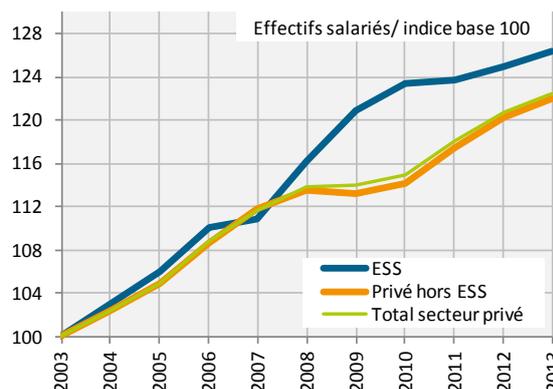
La croissance de l'emploi s'élève ainsi à 27 % dans l'ESS, contre 22 % pour le privé hors ESS. Cette croissance, supérieure de 10 points à la moyenne régionale, a été continue entre 2003 et 2013. Seules deux années, 2007 et 2011, ont enregistré une progression inférieure à 1%.

Les plus fortes progressions de l'emploi ont eu lieu en 2008 et 2009 (plus de 4 %), au début de la crise financière et économique. L'ESS résistait bien mieux que le privé hors ESS, qui subissait les effets de la crise, avec une faible progression en 2008 et une baisse en 2009, la seule enregistrée en 10 ans. Le même constat est fait en 2010, mais dans une moindre mesure.

Le phénomène inverse s'observe en 2011 : la dynamique de création d'emplois dans l'ESS s'affaiblit, alors que le privé hors ESS connaît son plus fort taux de croissance depuis 2007. La progression des emplois dans l'ESS est légèrement plus importante en 2012 et de même niveau en 2013. Celle du reste du secteur privé, qui est supérieure, se réduit. En 2013, l'ESS crée 350 emplois, quand elle en créait 1 250 en 2008.

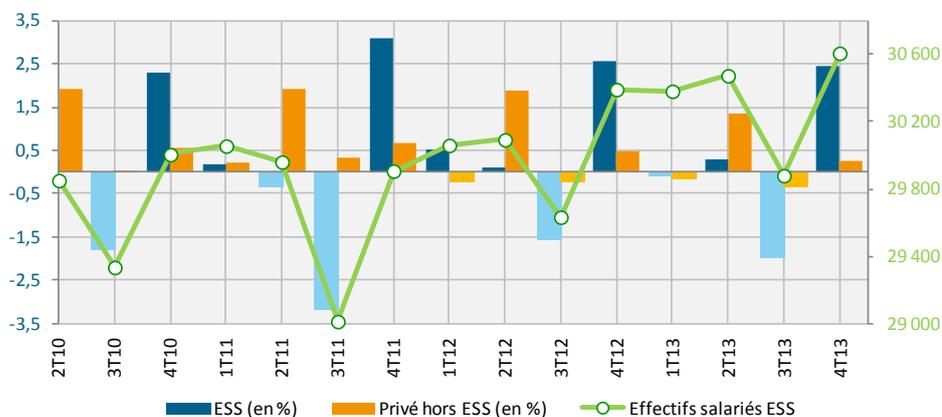
La période 2009-2013 a été plus difficile pour l'ESS que la période 2003-2008, néanmoins 1 300 emplois ont été créés sur Toulouse Métropole pendant ces 5 dernières années.

Evolution annuelle de l'emploi salarié dans l'ESS et le privé hors ESS entre 2003 et 2013



Source : Observatoire régional de l'ESS - CRESS Midi-Pyrénées, d'après Acooss-Urssaf ; Champ : Effectifs salariés moyens annuels, 2003-2013.

Glissement trimestriel des effectifs salariés dans l'ESS et le privé hors ESS



Source : Observatoire régional de l'ESS - CRESS Midi-Pyrénées, d'après Acooss/Urssaf ; Champ : Effectifs salariés en fin de trimestre, 2009 - 2013.

L'analyse du glissement trimestriel des effectifs salariés montre que les effets de la crise économique ont commencé à se dissiper au 4^{ème} trimestre 2012.

On note que les 3^{èmes} trimestres ont systématiquement été défavorables à l'emploi de l'ESS, notamment en 2011 (- 3,2 % par rapport au trimestre précédent, soit près de 1 000 emplois perdus). Ces variations sont essentiellement liées aux associations.

La progression de l'emploi dans l'ESS semble avoir repris de manière avantageuse en 2013, cependant la chute au 3^{ème} trimestre appelle à la prudence quant aux perspectives 2014.

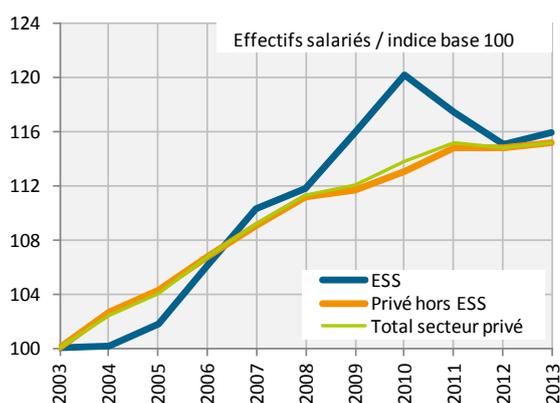
LES ÉTABLISSEMENTS

Evolution des établissements employeurs dans l'ESS et le privé hors ESS 2003-2013

	2003-2013 (10 ans)			2009-2013 (5 ans)		Evolution annuelle (en %)					2012-2013 (1 an)
	Evolution annuelle moyenne (en %)	Evolution (en %)	Solde net création d'étab.	Evolution (en %)	Solde net création d'étab.	2009	2010	2011	2012	2013	Solde net création d'établissements
ESS	+ 1,5	+ 16	+ 319	0	0	+ 3,7	+ 3,6	- 2,3	- 2,0	+ 0,8	+ 18
Privé hors ESS	+ 1,4	+ 15,2	+ 2 715	+ 3,2	+ 630	+ 0,4	+ 1,3	+ 1,6	- 0,1	+ 0,4	+ 72
Total secteur privé	+ 1,4	+ 15,3	+ 3 034	+ 2,8	+ 630	+ 0,8	+ 1,5	+ 1,2	- 0,3	+ 0,4	+ 90

Source : Observatoire régional de l'ESS - CRESS Midi-Pyrénées, d'après Acooss/Urssaf ; Champ : Nombre moyen annuel d'établissements employeurs, 2003 - 2013.

Evolution annuelle des établissements employeurs dans l'ESS et le privé hors ESS entre 2003 et 2013



Source : Observatoire régional de l'ESS - CRESS Midi-Pyrénées, d'après Acooss/Urssaf ; Champ : Nombre moyen annuel d'établissements employeurs, 2003 - 2013.

L'ESS a créé près de 320 établissements entre 2003 et 2013 sur Toulouse Métropole. Cela représente deux tiers du volume des établissements créés en région (480) sur la même période. La progression a été de 16 %, plus importante que celle du privé hors ESS, contrairement à ce que l'on observe à l'échelle régionale. Le taux de croissance est de 9 points supérieur au taux régional (+ 7 %). Cette croissance a été continue entre 2003 et 2010.

Comme pour l'emploi, le nombre d'établissements dans l'ESS a continué à augmenter de manière importante entre 2008 et 2010, alors que le privé hors ESS était en faible progression, pour connaître ensuite une baisse notable entre 2010 et 2012 (102 établissements en moins). Le solde de création d'établissements est ainsi nul pour la période 2009-2013.

En matière de création d'établissements, l'année 2013 est ici encore une année de croissance positive, légèrement plus élevée que dans le privé hors ESS, avec un solde de 18 établissements créés.

À RETENIR

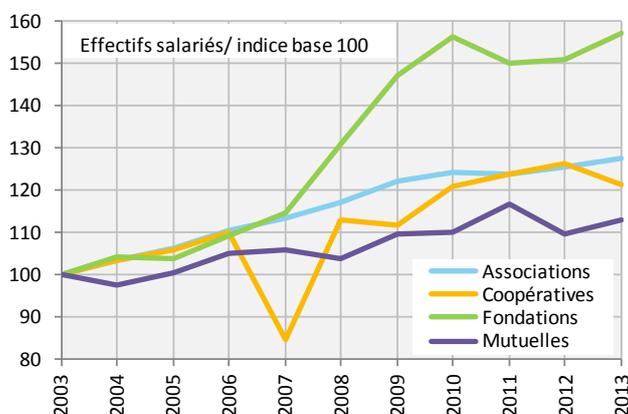
- L'activité de l'ESS sur Toulouse Métropole a particulièrement bien résisté au début de la crise économique, en termes de maintien et de création d'emplois et d'établissements. La progression de l'ESS est particulièrement marquante sur cette agglomération en comparaison à la moyenne régionale, déjà très élevée, concernant l'emploi (+ 27 % contre + 17 %) et les établissements (+ 16 % contre + 7 %).
- Après une année 2011 moins favorable, la croissance repart en 2012 en matière de création d'emplois, et en 2013 en matière de création d'établissements. Les effets de la crise ont été ressentis plus tardivement et se sont dissipés plus rapidement sur le territoire de Toulouse Métropole, par rapport à ce que l'on observe à l'échelle régionale.
- Sur les trois dernières années, la dynamique de création d'emplois est plus importante que celle de création d'établissements. Si le nombre d'établissements stagne ou est en baisse, cela affecte relativement peu la progression globale de l'emploi. Une tendance se dessine sur cette dernière période, bien qu'elle soit moins lourde qu'à l'échelle régionale : la concentration du tissu économique de l'ESS autour d'établissements de plus grande taille en termes d'effectifs salariés.

Evolution des effectifs salariés de l'ESS par forme d'entreprise 2003-2013

	2003-2013 (10 ans)			2009-2013 (5 ans)		Evolution annuelle (en %)					2012-2013 (1 an)
	Evolution annuelle moyenne (en %)	Evolution (en %)	Solde net création d'emplois	Evolution (en %)	Solde net création d'emplois	2009	2010	2011	2012	2013	Solde net création d'emplois
Associations	+ 2,5	+ 27,5	+ 5 581	+ 4,3	+ 1 060	+ 4,4	+ 1,5	- 0,2	+ 1,5	+ 1,5	+ 373
Coopératives	+ 2,8	+ 21,4	+ 383	+ 8,7	+ 173	- 1,1	+ 8,1	+ 2,5	+ 1,9	- 3,8	- 85
Fondations	+ 4,8	+ 57,4	+ 120	+ 6,8	+ 21	+ 12,4	+ 6,2	- 4	+ 0,6	+ 4,1	+ 13
Mutuelles	+ 1,3	+ 13	+ 186	+ 3,2	+ 50	+ 5,4	+ 0,6	+ 5,8	- 5,9	+ 2,9	+ 46
ESS	+ 2,4	+ 26,5	+ 6 270	+ 4,5	+ 1 304	+ 4,1	+ 2	+ 0,3	+ 1,1	+ 1,2	+ 347

Source : Observatoire régional de l'ESS - CRESS Midi-Pyrénées, d'après Acoff/Urssaf ; Champ : Effectifs salariés moyens annuels, 2003 - 2013.

Evolution annuelle de l'emploi salarié par forme d'entreprise entre 2003 et 2013



Source : Observatoire régional de l'ESS - CRESS Midi-Pyrénées, d'après Acoff/Urssaf ; Champ : Effectifs salariés moyens annuels, 2003 - 2013.

L'emploi des ASSOCIATIONS se développe notamment dans la culture et le sport

Près de 5 600 emplois ont été créés dans les associations depuis 2003, soit 27 % de croissance en 10 ans. Sur les 5 dernières années, le solde de postes créés est environ de 1 000, avec une croissance plus faible, particulièrement à partir de 2010, que sur la première période 2003-2008. Néanmoins, malgré une année de faible décroissance (- 0,2 % en 2011), la progression enregistrée depuis 2010 est de 1,5 % chaque année. 373 emplois ont été créés en 2013.

→ **Secteurs en forte hausse** : activités financières et d'assurance (+ 212 %), culture et sport (+ 148 %), agriculture-industrie-construction (+ 77 %), santé (+ 50 %), action sociale (+ 30 %).

→ **Secteurs en forte baisse** : hébergement-restauration (- 53 %), information-communication (- 41 %), soutien aux entreprises (- 23 %).

L'emploi des COOPÉRATIVES en hausse dans le soutien aux entreprises et les activités financières

La croissance des coopératives est forte (+ 21 %) mais inférieure à celle des associations ; elles ont créé 383 emplois en 10 ans. Sur les cinq dernières années, c'est la forme d'entreprise dont l'emploi a le plus progressé (+ 9 %, soit 173 emplois créés). Leur situation en 2013 est plus préoccupante, les coopératives ayant perdu 85 emplois (- 4 %).

→ **Secteurs en hausse** : soutien aux entreprises (+ 55 %), activités financières (+ 16 %).

→ **Secteurs en baisse** : commerce - transports - activités immobilières (- 10 %), industrie - construction (- 2 %).

Les MUTUELLES créent de l'emploi dans l'action sociale

Les mutuelles connaissent une progression importante de leurs effectifs salariés entre 2003 et 2013 (+ 13 %, soit 186 emplois créés), cependant c'est la forme d'entreprise dont la croissance est la moins marquée. Cela reste vrai sur les cinq dernières années (+ 3 %). L'année 2012 a enregistré une baisse de 6 %, cependant l'emploi mutualiste a augmenté à nouveau de 3 % en 2013 (46 emplois créés).

→ **Secteurs en hausse** : commerce (+ 50 %), action sociale (secteur non investi en 2003, 124 postes en 2013), assurance (+ 7 %).

→ **Secteur en baisse** : santé (- 9 %).

Les FONDATIONS renforcent leurs effectifs

Les fondations, qui sont passées de 5 à 12 en 10 ans, connaissent la plus forte croissance parmi les quatre formes d'entreprise de l'ESS : + 57 % d'emplois, soit 120 postes créés entre 2003 et 2013.

→ **Secteurs en forte hausse** : culture et sport (+ 200 %), action sociale (+ 21 %), soutien aux entreprises (secteur non investi en 2003, 39 postes en 2013).

Une tendance à la hausse pour les associations mais un cycle de l'emploi traduisant une certaine instabilité

Entre 2010 et 2013, les associations enregistrent des baisses importantes de l'emploi aux 3^{èmes} trimestres de chaque année (jusqu'à - 3,7 % au 3^{ème} trimestre 2011, soit près de 1 000 emplois en moins), suivies de hausses plus importantes aux 4^{èmes} trimestres. Ces variations saisonnières montrent, dans une partie des associations, un phénomène de diminution des effectifs salariés en période d'été et de reprise des embauches à l'automne. Aux 1^{ers} et 2^{èmes} trimestres, on observe des fluctuations très légères à la hausse ou à la baisse, d'un maximum de 0,5 %. Au total, le gain est de 710 emplois entre le 1^{er} trimestre 2010 et le 4^{ème} trimestre 2013.

L'année 2013 n'échappe pas à ce constat particulièrement manifeste sur Toulouse Métropole. Pour 2014, il conviendra de rester attentif à la poursuite de la progression de l'emploi associatif.

Une fin d'année 2013 rassurante pour les coopératives

L'emploi coopératif a augmenté de manière continue du 1^{er} trimestre 2010 au 2^{ème} trimestre 2012, hormis une légère baisse au 3^{ème} trimestre 2011 (- 0,2 %). La plus forte hausse a eu lieu au 1^{er} trimestre 2012 (+ 2,1 %, soit 47 emplois supplémentaires par rapport au trimestre précédent).

Cette croissance soutenue a laissé place à 4 trimestres de baisse consécutifs. L'emploi a baissé au total de 5,4 % entre le 3^{ème} trimestre 2012 et le 2^{ème} trimestre 2013.

L'année 2013 a vu l'emploi coopératif diminuer de 3,8 %. Cependant, les baisses sont concentrées sur les 1^{er} et 2^{èmes} trimestres, alors que les deux trimestres suivants montrent une reprise de l'emploi. Les effectifs salariés augmentent, notamment au 4^{ème} trimestre (+ 1,8 %, soit 39 emplois de plus), ce qui laisse place à davantage d'optimisme quant à l'année 2014 à venir.

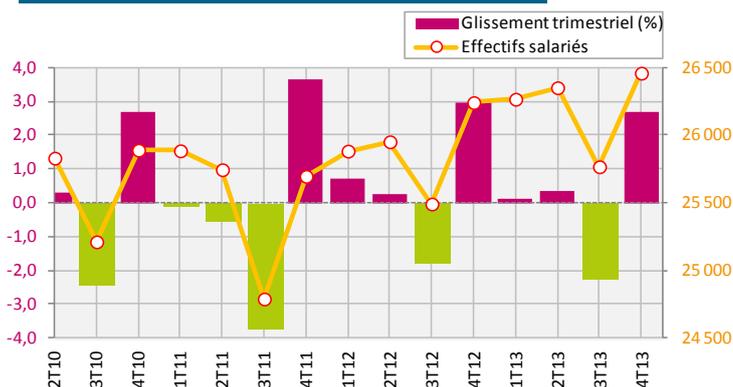
Les mutuelles retrouvent progressivement une croissance prometteuse

Malgré une forte hausse de l'emploi mutualiste au 3^{ème} trimestre 2010 (+5,6 %), sa croissance en 2010 est restée mitigée (+ 0,6 %). L'année 2011 lui a été particulièrement bénéfique (+ 5,8 % contre + 0,3 % en moyenne dans l'ESS). Entre le 1^{er} trimestre et le 3^{ème} trimestre 2011, on observe des hausses notables, entre 1,5 et 2,7 %.

Les mutuelles ont connu par la suite trois trimestres de chute brutale de l'emploi, soit une baisse totale de leurs effectifs salariés de 9,6 % entre le 4^{ème} trimestre 2011 et le 2^{ème} trimestre 2012. Depuis le 3^{ème} trimestre 2012, on observe un regain d'activité qui se traduit par une hausse importante de l'emploi au 3^{ème} trimestre 2012 et au 2^{ème} trimestre 2013, et une relative stabilité pour les autres trimestres de cette période.

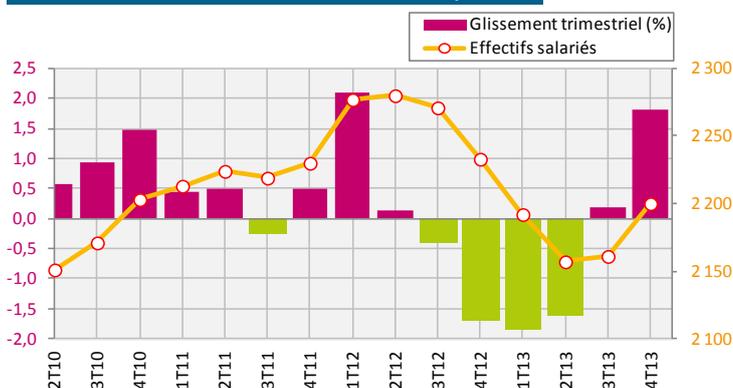
La baisse de 0,3 % au 4^{ème} trimestre 2013 appelle à une certaine vigilance, cependant les perspectives pour les mutuelles paraissent rassurantes pour 2014.

Glissement trimestriel des effectifs salariés des associations



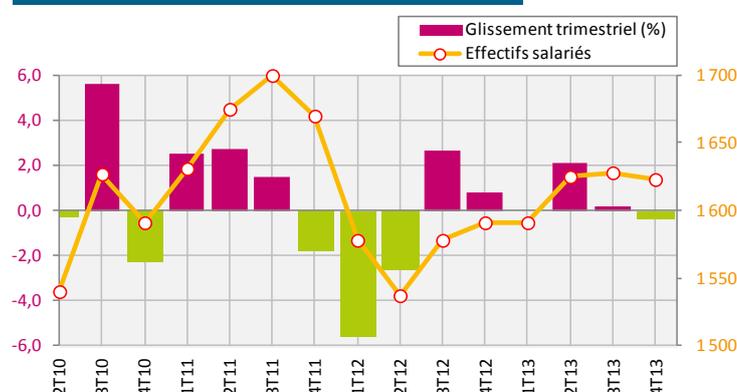
Source : Observatoire régional de l'ESS - CRESS Midi-Pyrénées, d'après Acoess/Urssaf ;
Champ : Effectifs salariés en fin de trimestre, 2009 - 2013.

Glissement trimestriel des effectifs salariés des coopératives



Source : Observatoire régional de l'ESS - CRESS Midi-Pyrénées, d'après Acoess/Urssaf ;
Champ : Effectifs salariés en fin de trimestre, 2009 - 2013.

Glissement trimestriel des effectifs salariés des mutuelles



Source : Observatoire régional de l'ESS - CRESS Midi-Pyrénées, d'après Acoess/Urssaf ;
Champ : Effectifs salariés en fin de trimestre, 2009 - 2013.

TENDANCES SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

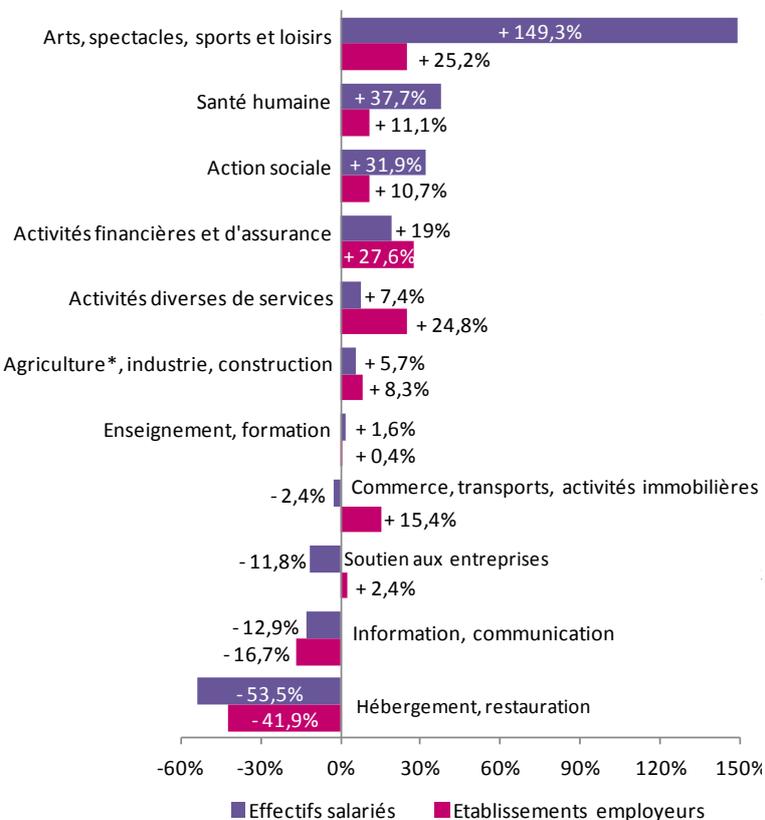
Evolution des effectifs salariés de l'ESS par secteur d'activité 2003-2013

	2003-2013 (10 ans)			2009-2013 (5 ans)		Evolution annuelle (en %)					2012-2013 (1 an)
	Evolution annuelle moyenne (en %)	Evolution (en %)	Solde net création d'emplois	Evolution (en %)	Solde net création d'emplois	2009	2010	2011	2012	2013	Solde net création d'emplois
Action sociale	+ 2,8	+ 31,9	+ 2 888	+ 5,3	+ 606	+ 4,7	+ 0,9	+ 0,3	+ 1	+ 3	+ 350
Santé humaine	+ 3,3	+ 37,7	+ 449	+ 16,2	+ 229	+ 4,6	+ 5,7	+ 4,5	+ 1,5	+ 3,7	+ 59
Enseignement, formation	+ 0,2	+ 1,6	+ 60	- 2,9	- 112	+ 0,6	- 2	+ 1,2	- 1	- 1	- 40
Arts, spectacles, sports et loisirs	+ 9,9	+ 149,3	+ 2 520	+ 48,4	+ 1 373	+ 9	+ 7,6	+ 0,8	+ 30,1	+ 5,2	+ 208
Activités financières et d'assurance	+ 2,2	+ 19	+ 450	+ 9,2	+ 237	+ 2	+ 5,9	+ 3,5	- 1,1	+ 0,7	+ 20
Soutien aux entreprises	- 1,2	- 11,8	- 173	- 8	- 113	- 3,3	- 2,8	- 4,1	- 3,6	+ 2,3	+ 29
Information, communication	- 0,2	- 12,9	- 29	- 38,4	- 122	+ 21,8	- 23,6	- 28,8	+ 11	+ 2,1	_
Hébergement, restauration	- 7,2	- 53,5	- 145	- 19,7	- 31	- 14,2	- 12,7	+ 2,2	- 7,1	- 3,1	_
Commerce, transports, activités immobilières	- 0,1	- 2,4	_	- 4,6	- 8	+ 7,5	- 3,5	+ 9	- 7,1	- 2,4	_
Agriculture*, industrie, construction	+ 0,6	+ 5,7	_	+ 3,3	+ 10	- 7,5	- 0,7	+ 2,3	0	+ 1,6	_
Activités diverses de services	+ 1	+ 7,4	+ 237	- 18,1	- 765	+ 7,1	+ 5,5	- 2	- 14,4	- 7,5	- 280
Tous secteurs (ESS)	+ 2,4	+ 26,5	+ 6 270	+ 4,5	1 304	+ 4,1	+ 2	+ 0,3	1,1	+ 1,2	+ 347

Source : Observatoire régional de l'ESS - CRESS Midi-Pyrénées, d'après Acooss/Urssaf ; Champ : Effectifs salariés moyens annuels, 2003 - 2013. Les cases marquées d'un "_" sont soumises au secret statistique, secret primaire lorsque le volume est inférieur à 5 salariés, secret secondaire pour masquer les effectifs concernés par le secret primaire.

* Il s'agit surtout ici de l'industrie-construction, l'agriculture étant très peu représentée dans le régime général (elle est assujettie au régime agricole de la MSA).

Evolution du nombre d'établissements et de salariés dans l'ESS entre 2003 et 2013



Source : Observatoire régional de l'ESS - CRESS Midi-Pyrénées, d'après Acooss/Urssaf ; Champ : Effectifs salariés moyens annuels, Nombre moyen annuel d'établissements employeurs 2003 - 2013.

Le secteur **culture-sport** se démarque avec une croissance de l'emploi très élevée **entre 2003 et 2013** (+ 149 %, 1 370 emplois créés). Deux autres secteurs ont connu une croissance de plus de 30 %, et supérieure à la moyenne de l'ESS : la **santé** (+ 38 %, 230 emplois) et l'**action sociale** (+ 32 %, 2 900 emplois). On peut également noter la forte croissance de l'emploi dans les **activités financières et d'assurance** (+ 19 % soit 450 emplois).

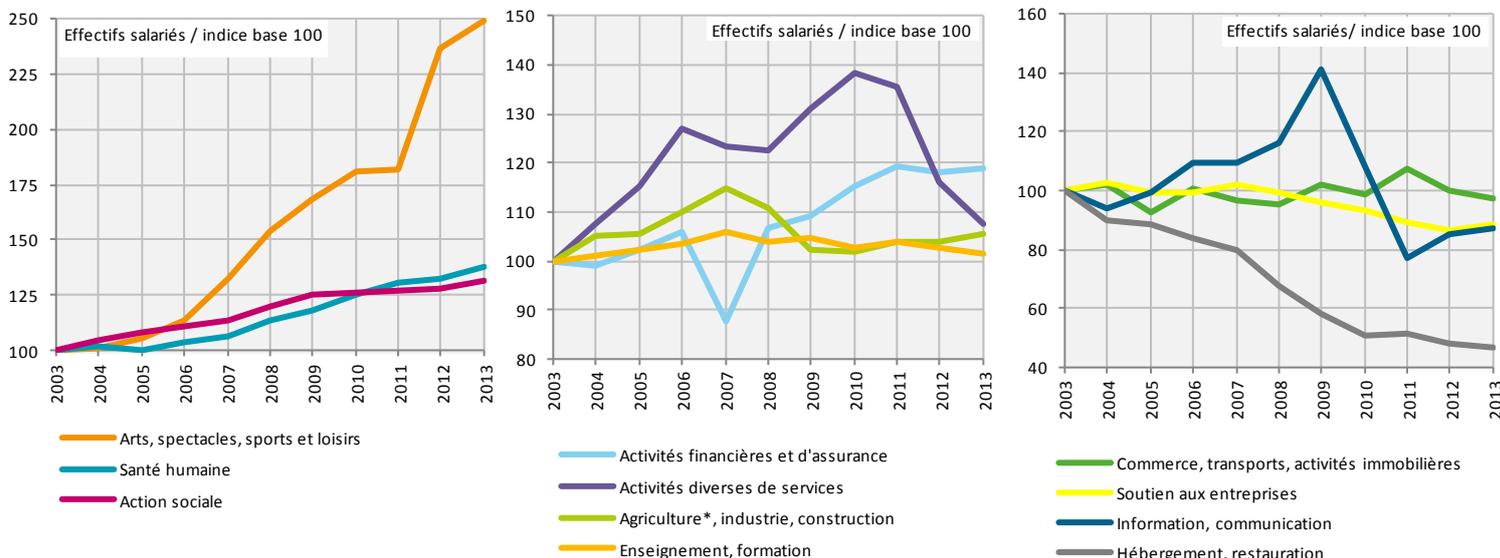
Dans la **santé** et l'**action sociale**, le nombre d'établissements a également augmenté de manière importante (+ 10 à 11 %), mais c'est dans les **activités financières et d'assurance**, et le secteur **culture-sport** (+ 25 à 27 %) que l'on trouve les plus fortes augmentations. On note par ailleurs la création de nombreux établissements dans les **activités diverses de services** et le **commerce-transports**.

La situation de l'emploi est préoccupante dans les secteurs de l'**hébergement-restauration** (- 53 % en 10 ans), de l'**information-communication** (- 13 %) et du **soutien aux entreprises** (- 12 %). Les deux premiers perdent un nombre important d'établissements (- 42 % dans l'hébergement-restauration), alors que le **soutien aux entreprises**, à l'inverse, voit progresser le nombre de ses établissements.

Sur la période 2009-2013, ce sont six secteurs qui connaissent une baisse de l'emploi, malgré la croissance globale de l'ESS. Aux secteurs précédents s'ajoutent les **activités diverses de services**, dont la tendance s'est inversée par rapport à la première période 2003-2008, et qui enregistre une chute de 18 % sur les cinq dernières années, le **commerce-transports** et l'**enseignement-formation**.

La progression des effectifs salariés dans l'**information-communication** s'inverse entre la première période (+ 16 %) et la seconde (- 38 %). La baisse dans le **soutien aux entreprises** s'accroît sur la dernière période, alors que dans l'**hébergement-restauration**, elle est moins marquée que dans la première période.

Evolution annuelle des effectifs salariés par secteur d'activité entre 2003 et 2013



Source : Observatoire régional de l'ESS - CRESS Midi-Pyrénées, d'après Acoff/Urssaf ; Champ : Effectifs salariés moyens annuels, 2003 - 2013.

Trois secteurs tirent l'ESS vers le haut

Les secteurs **culture-sport**, **santé** et **action sociale** ont connu une croissance remarquable et continue sur les dix dernières années, hormis une baisse de 2 % dans la santé en 2005.

La **culture** et le **sport** connaissent une progression fulgurante en 10 ans, notamment en 2007 et 2008 (de 16 à 17 %) et surtout en 2012 (+ 30 %).

Si en 2012 on observe un taux de croissance de l'emploi exceptionnellement plus faible dans la **santé** (+ 1,5 %), depuis 2008 il est remarquable : + 3 à 7 % chaque année.

Dans l'**action sociale**, la progression de l'emploi a été plus faible de 2010 à 2012, mais elle a retrouvé un bon niveau en 2013 (+ 3 %).

Quatre secteurs à surveiller

Si l'on considère l'évolution de ces quatre secteurs, qui ont progressé entre 2003 et 2013, on observe d'abord que les **activités diverses de services** ont connu de fortes fluctuations à la hausse et à la baisse, avec une tendance à la baisse depuis 2012.

Dans l'**enseignement-formation**, l'emploi suit cette tendance depuis 2008, après quatre années d'augmentation.

L'emploi dans les **activités financières et d'assurance**, qui a chuté en 2007, a augmenté de nouveau entre 2008 et 2011, avant de retrouver une relative stabilité.

Les effectifs salariés de l'**agriculture - industrie - construction** ont progressé entre 2003 et 2007, pour ensuite entrer dans une lente régression entre 2008 et 2013.

Quatre secteurs en baisse depuis 2003

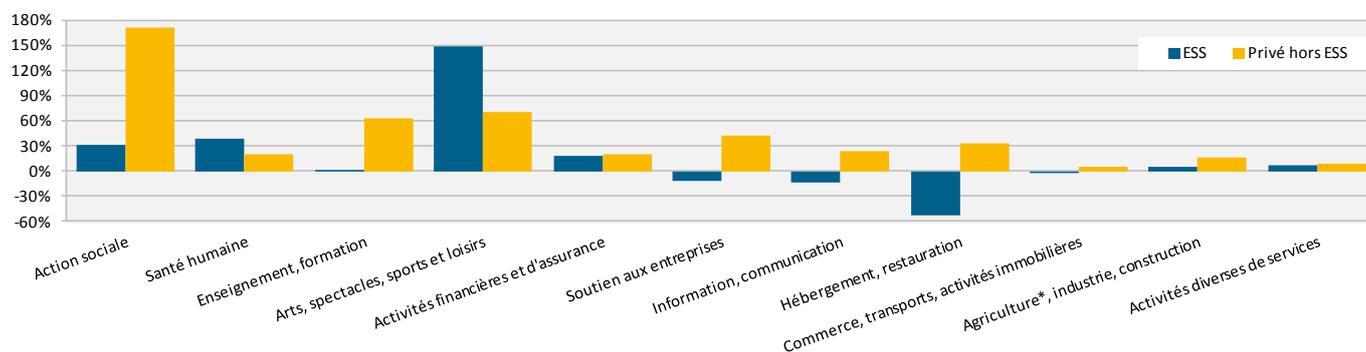
Ces quatre secteurs présentent un niveau d'emploi plus bas en 2013 qu'en 2003. Néanmoins, leur évolution n'engage pas les mêmes observations.

L'emploi dans le **commerce-transports** reste relativement stable, malgré de légères fluctuations.

S'il a progressé en 2013 dans le **soutien aux entreprises** ; en 2012 puis 2013 dans l'**information-communication**, ces deux secteurs ont connu auparavant plusieurs années de baisse (respectivement 5 ans de baisse progressive et 2 ans de chute brutale).

L'emploi dans l'**hébergement-restauration**, secteur le plus en souffrance, décroît à un rythme régulier et de manière considérable depuis 2003, et particulièrement entre 2008 et 2010 (- 13 à - 16 % chaque année).

Evolution de l'emploi salarié dans l'ESS et le privé hors ESS entre 2003 et 2013



Source : Observatoire régional de l'ESS - CRESS Midi-Pyrénées, d'après Acoff/Urssaf ; Champ : Effectifs salariés moyens annuels, 2003 - 2013.

Les deux secteurs d'activité où l'emploi de l'ESS connaît une croissance supérieure à celle du privé hors ESS sont **la culture et le sport** (+ 149 % contre + 71 %), et la **santé humaine** (+ 38 % contre + 20 %).

On note particulièrement la progression fulgurante du privé hors ESS dans le secteur de l'**action sociale** (+ 171 %, contre + 32 % pour l'ESS), notamment depuis 2005 (année de la Loi Borloo qui libéralise les services à la personne). Dans l'**enseignement-formation**, autre secteur d'utilité sociale, l'emploi du privé hors ESS augmente également de 63 %, contre 2 % pour l'ESS. Les trois secteurs en forte baisse dans l'ESS sont à l'inverse en forte hausse dans le privé hors ESS : **hébergement-restauration**, **soutien aux entreprises** et **information-communication**.

L'Observatoire Régional de l'Economie Sociale et Solidaire Midi-Pyrénées

En 2010, la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire Midi-Pyrénées a créé un Observatoire Régional de l'Economie Sociale et Solidaire pour contribuer à connaître, faire connaître et reconnaître l'ESS en région et favoriser son développement.

« L'Observation au service de l'Action » : il met son expertise au service de projets transversaux. Les productions et analyses étant des leviers à la mise en place d'actions et de projets, cet outil sert de support à l'action de la CRESS, des acteurs de l'ESS et des pouvoirs publics.

► Offre de services

- Etudes thématiques et territoriales (données de cadrage, études qualitatives, diagnostics territoriaux, enquêtes par questionnaire, notes de conjoncture, baromètres)
- Conseil (qualification de l'information, appui méthodologique)
- Outils d'aide au pilotage, à la décision et à l'animation territoriale
- Repérage des acteurs de l'ESS, production de bases de données
- Communication : publications, conférences, diffusion de l'information

► Le réseau des Observatoires de l'ESS

L'Observatoire régional de l'ESS de la CRESS Midi-Pyrénées fait partie du dispositif de mesure et d'observation de l'ESS en France et dans les régions, réseau de compétences et d'expertise mis en place par les CRESS et le CNCRESS.

Lieux de convergences et de mutualisation des travaux sur l'ESS, les Observatoires de l'ESS s'appuient sur une méthodologie homogène, scientifique et cohérente entre les territoires, afin d'assurer leurs fonctions d'étude, de veille, d'aide à la décision et de prospective.

Retrouvez toutes les publications de l'ORESS sur : www.cress-midipyrenees.org

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

L'Observatoire régional de l'ESS met en cohérence et articule plusieurs sources de données, à partir du périmètre de l'ESS normalisé conjointement, en 2008, par l'INSEE, le CNCRES et la DIISES. Il est constitué d'une série de codes juridiques regroupés en quatre familles : Associations (associations lois 1901, 1908), Coopératives (coopératives d'usagers, de production, multisociétaires, d'entreprises et coopératives bancaires), Mutuelles (mutuelles de santé et prévoyance, mutuelles d'assurance), Fondations, dont certaines activités sont exclues. Ce périmètre évoluera en 2015 pour inclure les sociétés commerciales reconnues comme étant des entreprises sociales par la Loi ESS du 31 juillet 2014.

Sont pris en compte uniquement les établissements ayant une fonction d'employeur. Un établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise. Ainsi, une même entreprise peut avoir plusieurs établissements sur différents territoires.

Les données Acoess / URSSAF, base nationale SEQUOIA, proviennent de la centralisation nationale des informations issues des Bordereaux Récapitulatifs des Cotisations, supports déclaratifs utilisés par les employeurs pour déclarer leurs cotisations. Les données sont brutes, non corrigées des variations saisonnières. L'effectif salarié correspond au nombre de salariés de l'établissement ayant un contrat de travail au dernier jour du trimestre ou en moyenne sur l'année. Chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail. Ces données n'intègrent que les employeurs payant leurs cotisations sociales au niveau de l'Urssaf du secteur concurrentiel, sont exclus les administrations publiques, l'éducation et la santé non-marchandes et l'emploi de personnels par les particuliers.

On peut trouver de rares activités agricoles dans le régime général (URSSAF), mais elles sont essentiellement assujetties au régime agricole (MSA : Mutualité Sociale Agricole) dont nous ne disposons pas des données à l'échelle intercommunale. A l'échelle régionale, c'est 15 % de l'emploi de l'ESS qui relève de la MSA. On y trouve des activités liées à l'agriculture ou liées historiquement à ce secteur (crédit agricole, mutualité agricole...), ainsi que des activités liées aux territoires ruraux (services à la personne...).

L'Observatoire utilise la source CLAP (Connaissance locale de l'appareil productif) de l'INSEE pour produire des analyses structurelles de l'ESS. La source Acoess/Urssaf est essentiellement utilisée pour mesurer les évolutions conjoncturelles de l'emploi car elle est rapidement accessible, à la différence des données de l'INSEE. La note de conjoncture ne présente donc pas de chiffres sur le volume total d'emplois et d'établissements dans l'ESS, hormis un rappel en première page, mais uniquement des évolutions (% et nombre d'emplois). Pour apprécier le volume d'emploi dans l'ESS, la source CLAP est la référence de l'Observatoire [Cf. Fiche ESS Toulouse Métropole, OVEE, AUAT].

Note de lecture

- **Evolution annuelle** : comparaison entre l'effectif moyen sur l'année N et l'effectif moyen sur l'année N + 1
- **Evolution moyenne annuelle** : moyenne des évolutions annuelles sur une période donnée (ex : 2003-2013)
- **Glissement trimestriel** : comparaison entre l'effectif donné à un trimestre et celui du trimestre précédent de la même année (ex : 2T2013 / 1T2013)

Secteurs d'activité de l'ESS

- **Action sociale** : sans hébergement (accueil et accompagnement de personnes handicapées, de personnes âgées, de jeunes enfants, enfants et adolescents, aide à domicile, aide par le travail, autres) ; avec hébergement (hébergement social ou médicalisé pour différents types de publics).
- **Santé humaine** : médecins, infirmiers et sages-femmes, activités hospitalières, ambulances, laboratoires, autres.
- **Enseignement, formation** : enseignement scolaire et supérieur ; enseignement culturel, de disciplines sportives et d'activités de loisirs ; enseignement de la conduite ; formation continue d'adultes.
- **Arts, spectacles, sports et loisirs** : arts et soutien du spectacle vivant ; gestion de salles de spectacles, musées, bibliothèques, jardins botaniques et zoologiques et réserves naturelles ; monuments historiques et attractions touristiques ; autres créations artistiques ; activités sportives, installations et clubs sportifs ; activités récréatives et de loisirs.
- **Activités financières et d'assurance** : activités financières (banques coopératives, micro-crédit, finance solidaire), 1% logement, assurance (mutuelles).
- **Soutien aux entreprises** : activités d'ingénierie et de conseil, activités administratives et juridiques, mise à disposition de ressources humaines (groupements d'employeurs, entreprises de travail temporaire d'insertion), services divers aux entreprises (nettoyage, traduction, locations non immobilières, publicité et organisation d'événementiel...), recherche-développement.
- **Information et communication** : informatique, télécommunications, édition (livres, journaux, radios, vidéo, musique...), production et projection cinématographique.
- **Hébergement, restauration** : restaurants (solidaires, d'insertion), débits de boissons (cafés associatifs), hébergement touristique (tourisme social et solidaire), hébergement de courte durée (foyers de jeunes travailleurs...).
- **Commerce, transports, activités immobilières** : commerce lié à l'industrie agro-alimentaire, commerce équitable, commerces de proximité (Biocoop...), autres. Les activités des mutuelles dans le secteur « commerce » relèvent essentiellement de la distribution de matériel d'optique et d'audition. Transports, entreposage et stockage (notamment pour les activités agricoles, transports en commun associatifs en milieu rural...). Administration, vente, location de biens immobiliers.
- **Agriculture, industrie, construction** : agriculture (culture, élevage), sylviculture et pêche et soutien à ces activités ; industrie agro-alimentaire, autres industries (imprimerie, collecte et récupération des déchets, fabrications diverses) ; construction, travaux, promotion immobilière.
- **Activités diverses de services** : regroupement des secteurs de services codifiés en « SZ » (Nace 38) / 94.11 à 96.04 (Naf2) : réparation d'équipements ; services personnels (entretien corporel, blanchisserie...) ; « activités des organisations associatives ». Ces dernières sont pour la plupart classées en 94.99 Z (« autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire »), ce qui équivaut aux activités « non classées » dans le périmètre Insee de l'ESS. Il s'agit essentiellement d'associations dont l'activité principale n'a pas été clairement identifiée, le secteur associatif restant mal connu donc mal classé. On y retrouve des structures d'animation socio-culturelles et sportives, ainsi que des structures dont les activités ne trouvent pas de codification adaptée dans la NAF : environnement, solidarité internationale, multi-activités...

Disponible en téléchargement sur www.cress-midipyrenees.org (rubrique Observatoire)



cress

Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire de Midi-Pyrénées

Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire Midi-Pyrénées

70, boulevard Matabiau – 31000 TOULOUSE

Présidente : Elvire DE ALMEIDA-LOUBIERE

Directrice : Patricia EON

Chargée de projets Observatoire : Aurélie ZUSSY-STIRER

05 62 16 65 52, a.zussy.stirer@cress-midipyrenees.org

Avec le soutien de :

